

L'approche socio-anthropologique

*Faouzi ADEL**

Quel est le problème ?

L'état de délabrement dans lequel se trouve la sociologie aujourd'hui en Algérie, aussi bien du point de vue de l'enseignement que de la recherche, est un constat que tout le monde peut faire. S'il y a un angle à partir duquel on peut mesurer les effets d'une formation débri-dée, c'est bien celui de la production des mémoires de licence et de magistères. La laideur qui y règne illustre parfaitement l'effondrement des règles morales, scientifiques, et techniques qui doivent régir une telle entreprise.

On peut penser que ce jugement, quelque peu sévère, procède d'une nostalgie à l'égard d'un passé où la pratique de la sociologie était moins chaotique ; mais, en vérité, l'observation vient de ceux-là même qui croyaient trouver dans les changements introduits par la réforme les raisons de pratiquer une sociologie spécifique.

Dans ce dossier figure une étude qui porte sur une évaluation critique des mémoires de magisters produits à Constantine et à Annaba. L'analyse qui en découle confirme entièrement les observations que nous faisons sur le terrain.

De quoi s'agit-il en réalité ?

Les conditions de la pratique sociologique font qu'il y a déperdition constante du capital de connaissances théoriques et pratiques acquises jusque-là. En raison de l'arabisation et d'un ensemble de facteurs que nous analyserons plus loin, il y a un appauvrissement du discours sociologique, qui est dû à un déplacement du champ de références et à une dilution de l'objet de la sociologie dans une nébuleuse appelée «social».

* Sociologue, université de Constantine/chercheur CRASC.

Dans la quasi-totalité de la production scientifique, la prétention à la théorie cache mal une impuissance à traduire en questionnements précis des lectures faites de façon désordonnée. La théorie se résume à évoquer des systèmes en «isme», qui n'ont aucune vertu opératoire (fonctionnalisme, marxisme, empirisme...). Il s'agit d'accoler à un thème un système qui renfermerait nécessairement une explication et d'où découleraient nécessairement des hypothèses dont l'élaboration ne doit rien à l'observation de terrain.

Quant à la thématique, elle semble épouser les préoccupations des décideurs (développement, industrialisation), ou alors refléter les débats qui animent la scène publique (la culture, l'école, la délinquance...). Rares sont les mémoires qui évitent les pièges du discours préconstruit, où les objets de recherche sont finalement suggérés et parfois imposés par un environnement qui ne voit que l'aspect utilitaire de la science («À quoi cela sert-il si cela ne contribue pas à régler les problèmes ? »).

Tous ces travers deviennent visibles au moment de la réalisation du mémoire lui-même. Faute de pouvoir problématiser, les étudiants concentrent toute leur énergie sur la méthodologie, c'est-à-dire la mise en place de l'outillage technique, qui est censée apporter les réponses aux questions posées, mais, comme l'objet n'est pas construit, l'opération devient formelle, trop formelle. Au point que les différents paragraphes consacrés à la méthodologie donnent lieu à un étalage de connaissances livresques qui n'ont souvent rien à voir avec le sujet. Quant au choix unilatéral du questionnaire comme moyen d'investigation, il illustre, au pire, une paresse intellectuelle, au mieux, l'angoisse d'être livré à l'inconnu.

Le questionnaire est devenu un dogme qui se nourrit constamment de la certitude positiviste et de l'ignorance entretenue des autres modes d'investigation du réel. La tendance est donc au méthodologisme, c'est-à-dire au développement d'une science de la méthode qui est d'autant plus nuisible qu'elle tourne en rond lorsqu'elle ne transforme pas en codes moraux des codes techniques destinés à l'origine à aider un processus de recherche.

D'ailleurs, il arrive souvent que ceux qui se présentent comme les champions du discours méthodologique (et épistémologique) sont souvent eux-mêmes incapables de mener à terme leurs propres recherches. Notre conviction est que la méthodologie ne doit pas être enseignée en tant que telle, c'est-à-dire comme un ensemble de règles et de techniques sans rapport avec une situation de recherche concrète.

La méthodologie n'est pas une spécialité à part ; elle constitue un moment de réflexion inséparable de la pratique.

Tout ce propos nous amène à rappeler que l'acte de connaissance est un acte de rupture avec les idées admises et un acte d'engagement qui suppose une prise de risque, celui d'aller à contre-courant et de penser autrement. C'est une autre manière de dire que la recherche est l'exercice d'une liberté : liberté de penser et de s'exprimer.

À quoi est due cette situation ?

Cet éclairage n'a pas pour but de culpabiliser, ni de faire le procès de ceux qui croient, aujourd'hui, faire de la sociologie. Il s'agit de s'interroger sur les ratés d'un système incapable d'assurer une quelconque transmission de savoir et encore moins de donner aux étudiants le moyen d'accéder à un savoir, devenu universel. L'interrogation doit porter sur les conditions dans lesquelles le champ des sciences sociales – et de la sociologie, en particulier – s'est constitué.

Jusqu'à un certain point, on peut être de l'avis de Anser Layachi¹, qui parle d'absence plutôt que de crise de la sociologie. En vérité, l'argument est de poids car, avec les plus belles heures de gloire de la sociologie (dont le congrès de sociologie qui s'est déroulé en 1975, à Alger, constitue le sommet), il était moins question de la sociologie que de la manière de s'en servir.

La réforme de l'enseignement supérieur, en 1971, avait déjà inauguré cette perspective, en insistant sur les possibilités d'articuler un enseignement théorique avec les préoccupations pratiques de la société. On sait ce que ce langage voulait dire. Le pouvoir avait, dès le départ, manifesté son intention de se servir des sciences sociales à ses propres fins, contribuant de fait à produire le discours approprié pour fonder l'objet de la sociologie. Ce discours faisait du développement un objet de science, mais aussi un objectif pratique, et donc idéologique.

Il faut rappeler que 1971 est une année qui inaugure une décennie à forte signification symbolique : lancement de la réforme agraire, nationalisation des hydrocarbures, conférence des non-alignés à Alger..., autant d'événements qui semblent donner aux institutions leur caractère de souveraineté. Mais il est piquant d'apprendre que, dans cette

¹ Anser, Layachi.-1990 PĒC -@137 ef"»A -@ĪIj"»A ½J'NnÀ»A , *BÀNUâA Á¼\$ LBĪ« ÂC ò¿kC

euphorie patriotique, la confection des programmes de sociologie était confiée à des experts belges.

On ne peut donc nier qu'il y ait eu une dérive constante de la sociologie. Certes, cette dérive est le fruit d'une instrumentalisation par le pouvoir, mais elle est aussi le résultat d'une profonde transformation de la société. S'il était permis de périodiser l'histoire de l'université, on pourrait y voir trois moments : les années 1960, ou l'avant-réforme ; les années 1970, ou l'option développementiste ; les années 1980, ou l'option de l'arabisation.

À différentes périodes correspondent des flux démographiques, des options politiques et des orientations pédagogiques et scientifiques qui accentuent la dérive des sciences sociales et qui les empêchent de se constituer en champ de production autonome.

La démocratisation de l'enseignement et l'arabisation de la langue étaient considérées comme des objectifs politiques, et non pas comme des moyens au service d'une cause pédagogique et scientifique.

Bien des explications peuvent apparaître comme allant de soi : populisme, égalitarisme... Mais, en vérité, il y a l'action combinée de plusieurs facteurs, parmi lesquels l'origine sociale de plus en plus modeste des étudiants et la féminisation des effectifs. Ces facteurs expliquent en grande partie la modification des attentes à l'égard de la sociologie.

Conçue comme moyen de redécouvrir l'ordre du monde, la sociologie devient un moyen d'embrigadement moral s'affirmant dans une restriction plus grande du champ de références et une lecture particulière des programmes (la sociologie islamique en est une illustration).

Sociologie des sociologues

L'autre explication qui permet de comprendre la difficulté pour la sociologie de se constituer en champ autonome est le rapport de nos sociologues au savoir, caractérisé par une totale dépendance vis-à-vis de l'État, comme pourvoyeur principal du discours sociologique. Cette dépendance se traduit par une véritable fascination à l'égard de tout ce qu'entreprend cet État, comme si ce dernier était le seul acteur social.

Toutes les actions entreprises (développement, industrialisation, réforme agraire, réforme de l'école...) deviennent objet du discours sociologique et se transforment en thèmes de recherche qui figurent dans tous les mémoires de licence et de magistères sans que soit réellement fondée la pertinence des questions posées. En revanche, là où règne le silence du pouvoir, le sociologue n'avance guère d'interrogations. Il

en va ainsi des thèmes de la famille, de la religion, de la sexualité, etc.

Une socio-analyse, plus poussée, permettrait de comprendre les mécanismes essentiels (socio-affectifs) de la pratique sociologique. Dans cette optique, l'acte de connaissance n'est pas un acte de dévoilement mais un acte de confirmation de vérités déjà établies. La connaissance sociologique n'est donc pas le fruit d'une investigation particulière. Elle est chargée de dire (ou de redire) des vérités qui doivent s'imposer à tous comme des évidences.

À travers les thèmes traités et la manière de les traiter, il y a le refus de s'engager (il ne s'agit pas ici, à proprement parler, d'engagement politique), mais aussi de prendre des risques. C'est ce qui explique souvent le choix de sujets «froids», pseudo-objectifs, et l'évitement de sujets «chauds», où il est possible d'engager une problématique de changement qui ne soit pas seulement une prise de position ou une réaction aux événements de la scène politique (nous pensons à des phénomènes qui travaillent profondément la société : la violence, la souffrance, la construction de l'identité).

Une alternative possible : l'approche socio-anthropologique

Il y a certainement un lien entre les comportements que nous venons d'établir et le développement d'une sociologie positiviste qui rassure par son attachement aux procédures formelles.

Si l'enseignement d'Émile Durkheim demeure encore une référence pour la sociologie la plus arabisée, c'est qu'il réussit probablement à concilier des tendances apparemment contradictoires, c'est-à-dire une perspective scientifique et objectiviste, d'une part, et le souci de retrouver un ordre (des lois) dans le fonctionnement de la société, d'autre part.

Certes, la sociologie accepte le principe d'un déterminisme comme principe de raison suffisante («La science, qui doit rendre raison de ce qui est, postule par là même que rien n'est sans raison d'être»), mais elle ne peut se satisfaire de la vision mécaniste du fonctionnement des sociétés telle qu'elle transparait à travers toutes les formes de structuralisme où les individus n'ont aucune existence réelle et sont perçus comme les supports passifs de forces qui les dépassent.

L'éclatement, aujourd'hui, de la sociologie en plusieurs écoles ainsi que le dialogue souvent laborieux avec des disciplines proches sont peut-être une chance pour ceux qui ne se satisfont plus des systèmes explicatifs classiques. L'une des alternatives possibles est la socio-

anthropologie.

La socio-anthropologie est un champ nouveau. Nouveau par son objet, ses questions, ses méthodes. Pierre Bourdieu² parle d'un champ de réflexion où les frontières entre disciplines et entre méthodes n'ont pas de sens. Elle permet de dépasser l'opposition durkheimienne individu-société et de se libérer de cette double et fausse perspective : un structuralisme mécanique qui met les agents en vacances et un individualisme téléologique illustré par l'homo-économus. Il faut, nous dit Bourdieu, réfuter le «travail en miettes» qui découle d'une telle conception et restituer l'unité fondamentale de la pratique humaine.

L'objectivité ne s'oppose pas à la subjectivité. L'une et l'autre structurent le monde réel de telle sorte que ce dernier a une double vie : la première dans l'objectivité du premier ordre (ressources matérielles, biens, valeurs...), la deuxième dans l'objectivité du deuxième ordre, sous forme de schèmes mentaux et corporels.

Dans cette perspective, le monde social repose sur une activité humaine concrète. Les individus ne constituent pas des unités sociales indépendantes (comme le prétend la psychologie), mais c'est à travers leurs activités et leur pratique qu'on peut saisir la manière dont le collectif se réalise. L'habitus ne serait en fait que du collectif individuel. L'habitus est un concept central parce qu'il permet de comprendre comment se réalise l'ajustement entre les structures sociales (objectivité du premier ordre) et les structures mentales (objectivité du deuxième ordre).

La socio-anthropologie est redevable à la sociologie «compréhensive» de Max Weber parce qu'elle s'inspire du même principe de compréhension de l'intérieur et d'immersion dans le monde social. La compréhension de l'intérieur permet de voir comment se construit une réalité «objective» à partir de l'activité propre des individus. Il s'agit bien, à travers cette démarche, de mettre en évidence les relations qui existent entre les choses et non pas de céder à une vision substantialiste.

Un renversement de la méthode

Si comme le dit Jean-Claude Kaufmann, «l'homme ordinaire a beaucoup à nous apprendre»³, il en résulte sur le plan méthodologique nombre de conséquences, et en particulier celle de pratiquer l'empathie,

² Bourdieu, Pierre.- *Questions de sociologie*.-Éditions de Minuit, 1980.-p. 44.

³ Kaufmann, Jean-Claude.-*l'Entretien compréhensif*.-Paris, Nathan Université.-p. 23.

autrement dit de cultiver des dispositions pour aller à la découverte d'un «savoir» social incorporé par les individus⁴. Le savoir commun n'est pas un non-savoir. Il présente une valeur sociologique indéniable dans la mesure où il procède d'une connaissance pratique révélatrice des intérêts et des stratégies des agents sociaux.

Mais il ne suffit pas d'accéder à ce savoir ni de se contenter de comprendre. Il faut aussi interpréter et expliquer pour ne pas céder aux tendances faciles et pratiquer l'esprit de rigueur exigible dans toute opération de connaissance.

C'est dire l'ambiguïté des méthodes qui se prétendent qualitatives mais qui ne peuvent se présenter comme alternatives que si elles se réfèrent à un système explicatif cohérent. L'opposition méthodes qualitatives/méthodes quantitatives est d'ailleurs un faux problème. L'entretien est certes le moyen le plus approprié pour pratiquer une sociologie compréhensive, mais celle-ci n'exclut pas le recours aux autres moyens, y compris le questionnaire, si spécialement décrié.

Ce qui est en cause, ce n'est pas telle ou telle technique, c'est plutôt l'usage abusif de la méthode, ou le méthodologisme, qui est un des avatars du positivisme. Le méthodologisme, c'est aussi cette tendance à séparer la réflexion sur la méthode de son utilisation effective dans le travail scientifique. Faute d'un point de vue construit, il n'y a aucune possibilité de rentabiliser des instruments définis pour eux-mêmes. Seule une vision globale des différentes opérations de la recherche permet d'identifier l'outil approprié.

Le terrain joue dans ce sens un rôle primordial. Parce qu'il permet l'immersion dont on parlait plus haut, il est souvent le point de départ d'une problématisation. L'idée est que la sociologie compréhensive ne peut élaborer de bonnes hypothèses que dans une immersion plus ou moins prolongée dans le monde social. Le terrain n'est donc pas une simple instance de vérification comme cela apparaît dans les recherches formelles ; il est la sève même de la recherche.

Il ne s'agit pas ici d'opposer *théorie* à *empirie* mais bien de donner à la théorie sa véritable fonction : celle d'expliquer le réel. Si la théorie reste une spéculation sans objet, elle ne peut en rien servir la recherche. Elle ne peut être utile que lorsqu'elle est investie dans une problématique où se réalise l'articulation entre les observations, les intuitions, les informations et les systèmes explicatifs disponibles. Les hypothèses sont le lieu où s'affirme le point de vue construit et per-

⁴ *Idem.*-p. 23.

sonnel du chercheur sur son objet.

En guise de conclusion provisoire

Il n'est pas possible d'évoquer dans le cadre de cette communication tous les problèmes qui découlent de la situation actuelle et encore moins d'envisager des perspectives raisonnables. En l'absence d'un marché de la sociologie, rien n'autorise à penser que l'accumulation des connaissances par elle-même peut produire des miracles. Il fut un temps (les années fastes de la RES) où quelques cercles de sociologues, bien léchés, se plaisaient à croire qu'ils faisaient école.

Aujourd'hui que le rêve est balayé par la houle venue des profondeurs, il faut travailler à dégager des pistes de recherche qui puissent exprimer la particularité de l'objet mais aussi celle de la démarche, impliquant ainsi une réflexion authentique sur le rapport du chercheur à son objet.

Sans renier l'héritage classique, il nous semble qu'il s'agit là d'une condition nécessaire, pour en finir avec une pratique sociologique sclérosée, et susciter un renouvellement salvateur du regard sociologique.